

### Améliorer l'accès à une alimentation abordable et équilibrée

Chacun doit pouvoir adopter une alimentation équilibrée. Via un document de synthèse et d'actions connexes, nous souhaitons engager le débat sur l'accessibilité à une alimentation abordable et équilibrée et, le cas échéant et dans la mesure du possible, améliorer cette accessibilité.



### Quel est notre objectif à l'horizon 2025 ?

Nous souhaitons que nos denrées alimentaires et nos boissons soient suffisamment abordables et accessibles à tout un chacun. Par ailleurs, nous souhaitons, dans la mesure du possible, améliorer notre position en la matière. Il est évident qu'en notre qualité d'industrie alimentaire, nous avons un rôle à jouer dans ce domaine et, idéalement, il nous revient d'en prendre l'initiative.

Cependant, il s'agit d'une problématique sociale complexe qui peut être abordée sous différentes perspectives et à laquelle nous ne pouvons pas apporter des réponses toutes faites. Il importe d'examiner et de bien identifier ces perspectives. Fevia souhaite en prendre l'initiative, engager le débat et mettre à contribution les partenaires et les parties prenantes.

### Comment allons-nous réaliser cet objectif ?

L'élaboration d'un document de synthèse, après une analyse approfondie de la problématique et l'indispensable concertation, constitue une première étape indispensable et servira de base à d'autres initiatives et actions (propositions concrètes, objectifs et plan d'action).

Nous rédigerons et nous validerons ce document de synthèse d'ici à l'été 2022. Ensuite, nous engagerons le débat et l'alimenterons au niveau fédéral et régional. Cette phase s'étendra du second semestre 2022 à 2025. Au cours de cette période, nous déploierons également le plan d'action qui sera développé en fonction du document de synthèse.

Dans le cadre de la rédaction du document de synthèse, nous utilisons le [Global Food Security Index \(GFSI\)](#) comme indicateur. Le GFSI calcule un score environnemental général pour la sécurité alimentaire. Le score est la moyenne pondérée de quatre facteurs : prix abordable, disponibilité, qualité et sécurité des aliments. Ces scores sont calculés pour 130 pays dans cinq régions (Europe, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie et Moyen-Orient/Afrique).

L'objectif est d'examiner la façon d'améliorer notre score GFSI en analysant les facteurs et les acteurs déterminants dans ce cadre et que nous pouvons influencer positivement. Nous analyserons également la façon dont les choses fonctionnent dans d'autres pays qui enregistrent un meilleur score et les enseignements que nous pouvons en tirer. Forts de ces connaissances, nous formulerons des propositions et nous consulterons nos parties prenantes aux différents niveaux afin d'aboutir à un plan d'action.

Comme point de départ, nous optons pour une approche globale dans laquelle nous examinons également cette problématique sur base de notre vision d'une alimentation équilibrée dans le cadre d'un mode de vie sain, à partir d'une approche en chaîne et dans un contexte social plus large. À cet égard, nous tenons également compte de facteurs environnementaux et de la politique dans des domaines tels que l'éducation, l'enseignement, les revenus, la fiscalité, la protection sociale et la lutte contre la pauvreté.

En conséquence, nous sélectionnerons des sous-thèmes et des parties prenantes, à l'intérieur et à l'extérieur de la chaîne agroalimentaire, afin de les associer à l'exercice. L'importance d'informations correctes et de la sensibilisation à la disponibilité de denrées alimentaires abordables et équilibrées est également indispensable. La valeur de l'alimentation et la zone de tension entre le "caractère abordable" et la "rentabilité" de l'alimentation sont également essentielles dans le cadre de cette discussion. En effet, la production d'aliments savoureux, de qualité, sûrs, variés et durables à un prix, et ce prix n'est pas le "prix le plus bas". À cet égard, un prix correct et des pratiques commerciales équitables devraient être une évidence, sans quoi le système n'est pas viable d'un point de vue économique et par conséquent, pas durable. La durabilité écologique, sociale et économique doivent aller de pair. Nous devons également le faire comprendre clairement aux clients de nos entreprises et au consommateur.

## Où en sommes-nous aujourd'hui ?

En 2020, la Belgique occupait la 18<sup>ème</sup> place du classement général du GFSI (sur 113 pays). En 2021, nous perdions 4 places, principalement en raison d'une détérioration relative de notre score en matière de prix abordable et de qualité et sécurité.

En 2022, notre position s'est améliorée. Nous sommes remontés à la 17<sup>ème</sup> place. Suivant cet index, la situation s'est améliorée dans 3 des 4 sous-index. Cependant, notre pays ne pointe qu'en 27<sup>ème</sup> position pour ce qui est de « Durabilité & Adaptation » et 33<sup>ème</sup> pour « Disponibilité ». Par conséquent, des améliorations sont certainement encore possibles. Une analyse plus fine des indicateurs composant les (sous-)index nous permettra d'identifier les points névralgiques.

BELGIUM Ranking (113 countries)	Food security environment (global)	Affordability	Availability	Quality & Safety	Sustainability & Adaptation
2020	18	4	42	5	30
2021	22	13	43	14	26
2022	17	4	33	4	27

## Quelles sont nos actions concrètes en tant que secteur ?

- En notre qualité d'industrie alimentaire, nous menons des actions pour faciliter le choix sain du consommateur : initiatives et engagements sur des collations saines à l'école, sur le marketing en faveur de produits alimentaires destinés aux jeunes enfants (Belgian Pledge), sur la réduction de l'apport calorique pour le consommateur belge par la reformulation des produits, l'adaptation de la taille des portions, le marketing et l'information aux consommateurs, le soutien annuel de projets concrets sur la nutrition et le bien-être pour les jeunes par le biais d'un fonds de la Fondation Roi Baudouin financé par Fevia.

- En sa qualité de porte-parole de l'industrie alimentaire belge, Fevia affirme régulièrement dans le débat public que nous devons donner à l'alimentation la valeur qu'elle mérite. En tant que secteur, nous soulignons la nécessité de parvenir à une représentation correcte de tout ce qu'implique la production d'aliments et de boissons dans les règles de l'art, dans un contexte complexe avec des consommateurs, des clients, des organismes de réglementation et d'autres parties prenantes sans cesse plus exigeants.
- Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la prévention du gaspillage alimentaire, la coopération de longue date entre Fevia et la Fédération belge des Banques alimentaires a abouti à la signature, en juillet 2021, d'une charte visant à encourager davantage les dons de l'industrie alimentaire en produits alimentaires de qualité qui ne peuvent être commercialisés.  
Nous travaillons également sur ce thème en partenariat avec Comeos, la Bourse aux Dons et le collectif d'entrepreneurs circulaires sociaux HERWIN et FDSS.

## Qu'avons-nous fait depuis le lancement de la roadmap ?

Suite à la crise du Covid et de la guerre en Ukraine et leurs répercussions sur le pouvoir d'achat des ménages, la thématique de l'accès à une alimentation abordable est très actuelle. Lors de la crise COVID, le secteur alimentaire a été reconnu comme étant un secteur essentiel. Les entreprises alimentaires avec leurs Food Heroes ont poursuivi la production. Grâce à ces efforts, la population belge a pu bénéficier d'une nourriture disponible pendant toute la crise.

La guerre en Ukraine a entraîné une augmentation importante des coûts des matières premières. L'inflation galopante s'est traduite par une augmentation des salaires. Les différents acteurs de la chaîne alimentaire dont les entreprises alimentaires se trouvent dès lors confrontés à des augmentations de coûts qui ne peuvent que se traduire par une augmentation des prix de l'alimentation. Fevia a informé les différents gouvernements sur le sujet et leur a demandé de prendre leurs responsabilités en la matière et de ne pas accentuer ce phénomène à la hausse en imposant de nouvelles taxes ou charges (TVA, accises, emballages, ...) sur les produits alimentaires et les boissons.